

Écofascisme : exercice de désambiguïsation

Andrea Levy

Numéro 822, automne 2023

Par-delà l'effondrement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/102755ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Levy, A. (2023). Écofascisme : exercice de désambiguïsation. *Relations*, (822), 29–29.

ÉCOFASCISME : EXERCICE DE DÉSAMBIGÜISATION

Andrea Levy

L'autrice, détentrice d'un doctorat en histoire et journaliste engagée, est membre du comité scientifique de Polémos

Les politologues s'entendent généralement pour dire que le fascisme s'alimente de l'anxiété liée aux bouleversements économiques et sociaux profonds. Dans cette optique, « l'eschatologie catastrophiste¹ » associée aux discours de l'effondrement n'ouvre-t-elle pas la porte à un virage autoritaire ?

André Gorz fut l'un des premiers à utiliser l'expression-choc « écofascisme » dans la revue *Le Sauvage*, en 1973, pour qualifier ce qu'il considérait comme une issue éventuelle de la mise en garde formulée par le rapport Meadows au sujet des limites à la croissance. Il redoutait une gestion capitaliste de la crise dans laquelle la vie serait soumise à une planification bureaucratique centralisée. Les industries polluantes seraient exportées vers les pays pauvres pendant que les populations des pays riches deviendraient prisonnières des institutions technocrates gérées par une « expertocratie », nous éloignant du socialisme libertaire qu'il défendait.

À cette époque, ce scénario est alimenté par une orientation politique autoritaire véhiculée par certains scientifiques américains qui sonnent l'alarme devant la menace que pose l'épuisement des ressources naturelles, tout en postulant un choix sombre entre un État omnipotent ou l'effondrement. Parmi ceux-ci, on trouve l'odieuse Garrett Hardin, connu pour son « éthique du canot de sauvetage » appelant à abandonner les pays pauvres, source d'« excès démographique ». On peut déceler dans leur discours la préfiguration de l'État forteresse que les promoteur-es actuel-les de « la sécurité environnementale » dans les pays riches songent à construire face au phénomène des réfugié-es climatiques.

Or, si Gorz nous a mis en garde contre le spectre d'une gestion environnementale faite par un État capitaliste tentaculaire, la perspective d'une réglementation étatique en matière d'environnement a toujours suscité des craintes du côté libéral comme du côté conservateur, qui redoutent tous deux qu'un trop grand « zèle écologique » nuise au « libre marché ». L'épithète « écofascisme » y prend un tout autre sens. Jean-Michel Servant s'en sert, par exemple, comme titre de son éditorial publié en avril 2021 dans le quotidien français *Midi libre* pour dénoncer la proposition de la mairesse de Poitiers de réduire les subventions octroyées par la municipalité aux clubs d'aviation, parce que « l'aérien ne doit plus faire partie des rêves d'enfants... ». C'est la même rhétorique chez la droite libertarienne, comme en témoigne le livre du journaliste James Delingpole, *The Little Green Book of Eco-Fascism : The Left's Plan to Frighten Your Kids, Drive Up Energy Costs, and Hike Your Taxes !*

On voit à quel point le terme « écofascisme » signifie des choses très différentes selon le contexte, ce qui tend à le rendre plus vague qu'éclairant. Et la confusion ne s'arrête pas là. On traite également d'écofascistes tout un ensemble d'idées associées à « l'écologie profonde ». Encore une fois, l'accusation est portée par des auteur-es aux idéologies opposées. C'est le cas notamment du philosophe libéral français Luc Ferry et du penseur anarchiste américain Murray Bookchin qui, malgré leurs profondes divergences politiques, trouvent tous deux dans les quelques propos misanthropes provenant des milieux de l'écologie radicale un prétexte pour dénoncer toute remise en cause de l'anthropocentrisme, y voyant un antihumanisme ou un romantisme antimoderne assimilable à l'idéologie nazie.

Pour certains écomodernistes de gauche contemporains, dont Leigh Phillips, les écofascistes se trouvent autant à gauche qu'à droite, chez tous les partisan-es de la décentralisation, des activités à échelle humaine et du *low-tech*, qui relèveraient selon eux d'une vision réactionnaire antimoderniste. L'écofascisme, dans cette conception, engloberait un large éventail de mouvements allant de la décroissance jusqu'aux villes en transition.

De façon plus convaincante, l'emploi du terme « écofascisme » est justifié pour qualifier l'instrumentalisation des préoccupations environnementales par l'extrême droite. Bien que la position habituelle de ses tenant-es consiste à ignorer, voire à nier l'urgence écologique, on peut y déceler une tendance récente à la récupérer pour promouvoir une idéologie raciste et xénophobe. Comme l'explique Antoine Dubiau dans un entretien accordé à *Reporterre* le 20 avril 2023 : « Les écofascistes considèrent que la race, la civilisation, ou l'identité, seraient le produit d'un environnement particulier, et que la spécificité d'une certaine culture serait liée à cet environnement. Pour protéger la culture, il ne faudrait pas simplement rejeter l'immigration, mais aussi protéger l'environnement pour lui-même parce qu'il représente les conditions de reproduction de cette identité. » Hervé Juvin, architecte du « virage vert » au Rassemblement national en France, illustre bien cette évolution, de même que le Pine Tree Gang, le groupe suprémaciste blanc américain auquel on attribue le slogan « Sauvons les arbres, pas les réfugiés ». La manifestation la plus effrayante se trouve cependant dans les tueries de masse perpétrées en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis par des hommes se réclamant explicitement de l'écofascisme en blâmant les minorités, les immigrant-es et la surpopulation pour la destruction environnementale. Leurs actes abominables révèlent une conscientisation environnementale qui déraile, aboutissant à la persécution violente de boucs émissaires. Ici, le qualificatif « écofasciste » semble tristement de mise.

1 — Antoine Chollet et Romain Felli, « Le catastrophisme écologique contre la démocratie », *Vertigo*, vol. 15, n° 2, 2015.